

## Quelques réflexions sur la coupure du Monde, la croissance et le développement inégal

Didier Spire

---

**Didier Spire**

Rédacteur en chef

---

Cet éditorial est avant tout un message aux citoyens agronomes qui lisent notre revue. Il se veut aussi un appel : appel à la réflexion, certes, mais davantage à l'action pour ceux qui ont la charge d'orienter le développement des pays du Nord comme du Sud.

Il semble de plus en plus illusoire de penser que le développement social puisse se faire dans le cadre du développement économique aveugle qui a prévalu jusqu'à nos jours. Un changement dans l'état d'esprit comme dans le comportement vis-à-vis de la croissance, de l'intégration sociale, de l'emploi, de la consommation s'impose dans tous les domaines et particulièrement dans celui qui nous concerne, l'agronomie. Il faut désormais mesurer les performances, d'un pays à l'aune de la qualité de vie des habitants. « Repenser de fond en comble le développement de nos sociétés est devenu un impératif majeur de notre époque » écrivait récemment Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO. Et quelle époque, baroque dans sa mesure ! Les prescriptions des docteurs spécialistes en économie malade n'ont fait qu'aggraver l'état des patients !

La richesse du monde a pourtant connu ces vingt dernières années une progression sans précédent. Les études les plus récentes montrent un PIB mondial d'environ 28 000 milliards de dollars contre 4 000 il y a 20 ans. Le revenu par habitant aura triplé dans cette même période. La croissance de la planète semble donc un fait acquis. La consommation des biens et services est deux fois plus élevée qu'en 1975 et six fois plus

qu'en 1950. Alimentation, énergie, transports, communications, et loisirs se sont développés.

Et pourtant, jamais une telle création de richesses n'aura provoqué un tel creusement des inégalités, non seulement entre pays du Nord et du Sud, mais aussi à l'intérieur d'un même pays, accentuant ainsi l'écart entre riches et pauvres. Cette polarisation accrue, en termes économiques, crée des disparités qui aujourd'hui ne sont plus seulement inéquitables mais inhumaines. Plus d'un milliard de personnes ne parviennent pas à assurer leurs besoins de consommation élémentaire. Les ruraux, en particulier, qui représentent les deux tiers de la population mondiale, ne bénéficient en moyenne que du quart des services d'enseignement, de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Le revenu moyen dans les campagnes est deux fois moins élevé qu'en ville.

Et la situation ne fait que s'aggraver. L'état de santé de plus de 90 nations a empiré depuis 15 ans. La croissance des pays en développement n'aura été cette année que de 1,5 % contre 4,7 % il y a 2 ans ; leur population augmente plus vite que le revenu disponible. Or, ce recul de la croissance économique accroît encore le niveau de pauvreté.

Pendant ce temps, les firmes mondiales géantes se marient à coup (coût ?) de dot gigantesque. Daimler-Benz qui rachète Chrysler pour 43 milliards de dollars ou Sandoz qui avale Ciba-Geigy pour 36 milliards n'en sont que deux exemples. En 1997, les fusions-acquisitions ont atteint 1 600 milliards de dollars.

L'agro-alimentaire est un des secteurs en tête dans cette course à la concentration des capitaux. Dans le même temps, les États se débarrassent d'une part de leur patrimoine (et de leurs responsabilités). Entre 1990 et 1997, ils en ont vendu pour 510 milliards de dollars au profit des firmes privées. On assiste donc à la montée en puissance d'un nombre de plus en plus limité de firmes planétaires au seul but financier. Les profits deviennent choquants quand on observe que l'écart entre les plus riches et les plus pauvres augmente sans cesse. La fortune des deux cents personnes les plus riches du monde correspond aujourd'hui à celle des 41 % de la population mondiale, soit 2,3 milliards d'êtres humains !

Face à cette exacerbation des inégalités de répartition des richesses du monde et à l'état de pauvreté qui touche 90 % de la population mondiale, de plus en plus de spécialistes s'inquiètent. « Si nous n'arrêtons pas la progression de cette maladie, disait récemment Bernard Decaluvé, prix Mohamed El Fasi 1998, nous sommes condamnés à une mort économique certaine. » Et d'en conclure à la nécessité d'une aide pour accélérer la vitesse de croissance des pays en développement.

## Une nouvelle approche de l'économie

La société de consommation ne peut contribuer au développement humain en accroissant les potentialités globales si elle le fait en enrichissant les uns au détriment des autres. Même la Banque mondiale s'alarme de la montée de la pauvreté dans le monde (1,7 milliard de personnes vivent désormais en dessous du seuil de 1 dollar par jour). Elle propose de réinventer de nouvelles stratégies pour éviter un retour en arrière et tenter d'atteindre les objectifs que la communauté internationale, en danger aujourd'hui, s'était fixé il y a peu de temps : diminuer de moitié la pauvreté, réduire de deux tiers la mortalité infantile et assurer une éducation primaire à tous les enfants du monde d'ici 30 ans. Mais réinventer une nouvelle stratégie suppose une critique forte des anciennes, et une nouvelle approche de l'économie.

Le PNUD, depuis une dizaine d'années a proposé de nouveaux critères pour juger de la bonne santé d'un pays, met-

tant l'accent non seulement sur la quantité de croissance, mais aussi sur sa qualité (équité, amélioration de la santé et de l'alimentation, éducation, emploi, etc.). Il faut rompre avec les mauvaises croissances :

- la *croissance sans création d'emploi* qui conduit au chômage ;

- la *croissance inégalitaire* dans laquelle une mauvaise distribution des revenus permet l'enrichissement des plus riches mais l'appauvrissement des plus pauvres ;

- la *croissance sans droit à la parole*, à laquelle le citoyen ne participe pas et qui ne s'accompagne pas de progrès vers la démocratie : « Les famines frappent rarement les États autorisant l'opposition politique et la presse libre », faisait remarquer Amartya Sen, prix Nobel d'économie 1998 ;

- la *croissance sans racines culturelles*, qui entraîne pour la population une perte progressive de son identité et de ses traditions et qui néglige les minorités voire les marginalise ;

- la *croissance non durable* où sont dilapidées les ressources qui devraient être léguées aux générations futures et où les dégâts écologiques sont le résultat d'un certain « progrès » économique. N'oublions pas que le coût entraîné par la perte de terre fertile et la désertification est estimé à 42 milliards de dollars. Il faut en finir avec cet environnement international instable qui conduit à l'insécurité alimentaire, avec des politiques macro-économiques inadaptées limitant les chances de succès de nombreuses régions, par un nivellement et des recettes soi-disant universelles ne tenant pas compte des aspects régionaux. Il faut penser globalement pour agir localement, mais aussi penser localement pour agir globalement.

Aucun véritable développement ne pourra survenir dans un climat d'instabilité. Cela est particulièrement vrai au regard de la situation des pays du Tiers-Monde. Les orientations des recherches et les solutions proposées dans ce numéro spécial n'auront guère de chance d'être prises en compte par le monde rural si l'on s'en tient aux pratiques actuelles et aux seules politiques de « régulation » et « d'ajustement ». Car la dérégulation et l'instabilité sont issues autant des problèmes financiers et monétaires que de ceux qui sont créés par les marchés ou la démographie. On ne peut intégrer le progrès technique dans les campagnes lorsque le taux de change accroît considérablement le coût des intrants néces-

saies pour augmenter la productivité agricole et on ne peut obtenir les recettes issues de l'exportation et les réinvestir dans l'agriculture de pays dont l'économie est essentiellement rurale, lorsque le cours des matières premières n'est pas stabilisé. Les revenus des pays exportateurs baissent régulièrement depuis maintenant un demi-siècle. La tendance lourde au déclin des prix réels, avec la dégradation des termes de l'échange pour les pays dépendants de ces produits d'exportation est incontestable. Le problème, d'ailleurs, n'est plus seulement de continuer à se battre pour une hypothétique stabilité du prix de matières premières, mais de sortir du piège d'une spécialisation héritée d'une époque révolue et qui constitue un des facteurs de blocage du développement.

La crise sur les marchés et l'explosion de la demande alimentaire des villes contribue aussi à la baisse des prix agricoles locaux face à la concurrence de produits importés. Cette dégradation, tant sur le plan externe qu'interne, décourage le développement rural. Or des structures qui consolideraient l'agriculture, des prix adaptés qui favoriseraient les productions locales, des technologies moins inductrices de dépendance et de nouveaux rapports ville-campagne stimuleraient des agricultures des pays en voie de développement. Mais le développement globalisant de l'économie de marché et des marchés financiers s'oppose, ou au mieux se désintéresse des économies locales. L'intégration et la libération des politiques commerciales empêchent les pays d'être maîtres de leur politique dans ce domaine.

Dans ce sombre tableau d'une situation de crise où les exclus sont toujours plus marginalisés et les pauvres plus pauvres, un peu d'espoir surgit cependant avec une évolution progressive des idées. La conception de l'*Homo economicus*, rationnel et dépourvu d'objectif moral ou affectif, perd de sa crédibilité, même sous l'angle économique. L'attribution du prix Nobel d'économie 1998 à Amartya Sen, père de l'IDH (indicateur du développement humain) pris en compte dans les études du PNUD, est un signe de ce renouveau.

On comptabilise de plus en plus les performances globales et les difficultés, pour juger du développement d'un pays : capacité à s'alimenter correctement, à enfanter dans des conditions de salubrité, à s'informer, à s'instruire... Et si les inégalités économique et sociale se justi-

fient encore pour des raisons d'efficacité dans la production de richesses, elles sont de moins en moins acceptées quand la situation des plus défavorisés se dégrade. Les citoyens ressentent confusément ce ferment d'un nouvel humanisme qui doit permettre de consolider la démocratie.

## Pas de développement économique sans un nouvel humanisme

Les instances internationales sont toutes au moins d'accord sur trois principes essentiels : l'intégration sociale, la lutte contre la pauvreté et l'emploi productif. Peu à peu, en effet, se dégage l'idée que le développement est un processus global dont l'aspect économique ne peut être durablement envisagé sans un développement humain. Les pays industrialisés doivent nécessairement prendre en compte les facteurs d'instabilité mondiale et mettre en place des solutions adaptées :

- il n'y aura pas de pacte social sans réorientation des échanges commerciaux et des mécanismes financiers ;
- il n'y aura pas de croissance rapide sans un processus de démilitarisation ;
- il n'y aura pas de nouvelles priorités sans une ouverture vers la société civile qui lui donnera un espace plus grand de décision ;
- il n'y aura pas de solidarité, pourtant indispensable, sans un certain partage des moyens et des connaissances.

Autre signe révélateur d'une évolution :

les résolutions prises à Cologne les 19 et 20 juin derniers par les chefs d'États des pays les plus industrialisés (G7) pour réduire la dette, dont le poids insoutenable réduit à néant l'effort de nombreux pays d'Afrique ou d'Amérique latine.

Certes on est encore loin des mots d'ordre généraux lancés par les Églises et de nombreuses ONG : « Libérez les pauvres de la dette ». Mais le message paraît avoir été entendu. Les nations les plus riches se sont senties interpellées. Le G7 a décidé d'alléger une partie de la dette des pays les plus pauvres. Quarante États sans ressources en seront les bénéficiaires, quarante États dont le revenu quotidien par habitant est inférieur à un dollar. La dette des pays en développement atteint aujourd'hui 2 465 milliards de dollars, celle des pays les plus pauvres se situe autour de 230 milliards.

Contractée dans les années 60-70, quand les conditions d'emprunt étaient favorables et les prix des produits d'exportation en hausse, la dette s'est fortement accrue à partir des années 80. Aujourd'hui les pays doivent s'endetter à nouveau pour rembourser. Cette spirale dépressive entraîne une intensification de la pauvreté. La dette représente en effet 146 % des recettes d'exportation de l'ensemble des pays en développement (232 % pour l'Afrique).

L'annulation de la dette de ces pays, de plus en plus souhaitée, romprait ce cercle vicieux et permettrait à la fois un nouveau départ et un effet positif sur l'économie mondiale, à la condition qu'elle soit accompagnée de certaines mesures indispensables, une meilleure répartition des investissements par exemple. Il faudrait s'assurer que la remise de dette sera bien utilisée pour financer le développement et

améliorer la situation économique des pays bénéficiaires ainsi que le sort des populations. Mais persuader les pays riches de consacrer davantage d'argent à l'annulation de la dette est une bataille qui ne fait que commencer. Bien qu'il y ait un consensus sur le fait qu'un endettement excessif entrave tout effort de développement, le débat sur les conditions d'un moratoire sur la dette et sur les contributions qu'elle entraînerait pour les pays riches (qui va payer ?) n'est pas clos ! Pour autant, il ne faudrait pas qu'un processus contradictoire se mette en place et que l'annulation de la dette remplace l'aide publique au développement qui n'a jamais atteint des taux aussi bas (baisse de 40 % par rapport à 1990). Il y a bien souvent un double langage : ne pas accorder de remise de dette sans démocratie... mais soutenir des régimes en place qui ne la pratiquent guère !

Ces considérations générales sur la politique à mener pour le développement ne sont pas si éloignées qu'il pourrait y paraître de nos sujets agronomiques. Toute action de développement rural, avec les recherches qui la précèdent, pour être efficace et surtout durable, suppose prioritairement une lutte globale contre toutes les formes d'instabilité, à commencer par la pauvreté et la précarité. Ce n'est pas la pénurie due à de mauvaises récoltes, mais la hausse des prix qui fut la cause de la grande famine du Bengale.

Les rapports entre le social, l'économique et l'écologique constituent désormais la base d'une réflexion sur la régulation démocratique de nos sociétés. Octavio Paz ajoutait « La prétendue universalité des systèmes élaborés en occident pendant le siècle dernier a été mise en pièces. Un autre universalisme, pluriel, se fait jour » ■